

# Élites collaboratrices

## Rôle historique et contemporain.

La construction d'un État-Nation exige plus qu'un appui populaire ou une victoire référendaire. Elle suppose une capacité collective à exercer le pouvoir, à le maintenir et à le déployer dans le temps. Or, dans de nombreuses sociétés en situation de dépendance politique, un obstacle récurrent apparaît: le rôle joué par certaines élites locales qui, volontairement ou non, **contribuent à la reproduction de l'ordre existant**. Ces élites collaboratrices ne constituent pas une catégorie morale, mais un phénomène structurel qu'il faut analyser pour comprendre pourquoi des projets nationaux échouent ou se neutralisent.

Historiquement, les empires ont rarement gouverné uniquement par la force. Ils ont intégré des élites locales aux circuits de décision, d'éducation et de prestige, leur offrant stabilité, influence et accès aux ressources en échange de loyauté institutionnelle. L'historien Frederick Cooper a montré dans *Colonialism in Question* (2005), que *cette intégration sélective était un pilier du pouvoir impérial moderne*. Ce mécanisme ne disparaît pas avec la fin formelle des empires; il se transforme et s'adapte aux cadres juridiques contemporains.

L'indépendance n'est pas combattue frontalement par un contre-argumentaire politique structuré; elle est plutôt rendue irréaliste, coûteuse ou irresponsable par la mise en scène de risques permanents. Le débat se déplace vers les peurs entourant le processus lui-même:

instabilité des marchés, fuite des capitaux, incertitude monétaire, isolement diplomatique ou dégradation des services publics. Ces scénarios ne sont pas nécessairement faux, mais ils sont présentés hors de tout cadre comparatif et sans discussion sur les outils étatiques permettant d'y répondre, ce qui transforme une question de souveraineté en simple problème de gestion du risque, plutôt qu'en débat de fond sur les limites structurelles et les coûts réels du fédéralisme existant.

La concentration du pouvoir économique et médiatique illustre bien ce processus. Power Corporation a occupé une position centrale dans les réseaux financiers, médiatiques et politiques du Canada. Des travaux comme ceux d'Alain Deneault dans *Réalités du pouvoir au Canada* (2014), ont documenté la proximité durable entre cette élite économique et le pouvoir fédéral, ainsi que son influence dans la formation des cadres dirigeants et de l'opinion publique. L'enjeu n'est pas une ligne éditoriale explicite contre la souveraineté, mais la promotion constante d'un imaginaire politique où le Canada constitue l'horizon naturel et indépassable.

Ce rôle se manifeste également dans les élites administratives, juridiques et universitaires. Selon le sociologue Marc Raboy, dans *Missed Opportunities* (1990), *les médias canadiens ne se limitent pas à informer de manière neutre : leur structure de propriété, leurs pratiques professionnelles et leurs normes institutionnelles orientent le débat public québécois pour le rendre compatible avec l'ordre fédéral*. En d'autres termes, les médias dépassent leur cadre prétendu de neutralité pour façonner l'opinion, en mettant l'accent sur la stabilité, les risques et la continuité du système existant. On peut étendre ce constat aux tribunaux, aux grandes firmes de consultation et à une partie de la haute fonction publique, formée et socialisée dans les institutions fédérales. Le résultat est un **déplacement du débat politique vers la gestion**, réduisant l'espace de discussion sur la souveraineté et les choix institutionnels fondamentaux.

Frantz Fanon décrivait ce phénomène de manière générale dans *Les damnés de la terre* (1961), lorsqu'il écrivait que *certaines élites locales deviennent des intermédiaires de l'ordre dominant, incapables de concevoir un projet politique autonome*. Cette analyse demeure pertinente: une société peut vouloir l'indépendance sans disposer des élites prêtes à l'exercer.

Comprendre le rôle des élites collaboratrices ne sert donc pas à désigner des ennemis, mais à identifier des mécanismes de blocage. Les élites ne sont pas indispensables à la construction d'un État-Nation, mais lorsqu'elles existent, leur influence peut être mobilisée positivement si l'on sait structurer des cadres de responsabilité et d'orientation claire. Une fois ces mécanismes compris, l'enjeu devient clair: **former, soutenir et légitimer des élites alternatives** capables de penser en termes de pouvoir réel, de contrôle institutionnel et de continuité étatique. Sans cette transformation interne, l'indépendance risque de rester un geste symbolique, immédiatement réabsorbé par les structures qu'elle prétend dépasser.

